

CONTRE LES
FRONTIÈRES ET
LEURS PRISONS!

VIVE LA LUTTE DES HARRAGAS!

LIBERTÉ POUR
TOUS AVEC OU SANS
PAPIERS!

~ Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout! ~

~ Des lieux pour s'organiser! ~

Le 1er mai, lors de la manifestation, Les Harragas réfugiés à la CIP-IDF et ceux restés dans le square décident de former un cortège et prennent la tête de la manif. Le soir même, ils décident avec des personnes solidaires de leur lutte d'occuper un bâtiment de la Mairie de Paris, 51 rue Simon Bolivar (19^e). Des rassemblements de soutien ont lieu devant le bâtiment pendant plusieurs jours.

Parallèlement, des négociations ont lieu avec la Mairie de Paris, celle-ci propose 120 places dans un foyer d'hébergement d'urgence. Beaucoup refusent la proposition de la Mairie car le nombre de places proposées est inférieur au nombre d'occupants et les conditions de vie (horaires stricts, surveillance, promiscuité) ne sont pas acceptables. Seule une vingtaine de personnes rejoindra le foyer d'hébergement, ils compareront le foyer à une prison.

Le 4 mai, la Mairie socialiste de Paris demande l'expulsion du bâtiment, à renfort de centaines de policiers et d'un hélicoptère, ce qui entraîne 120 gardes à vue et une dizaine d'expulsions vers l'Italie. Les autres Harragas ressortent avec un APRF (Arrêté Préfectoral de Re conduite à la Frontière). L'une des personnes solidaires arrêtées, qui déclare s'appeler M. Lampedusa, est passé en procès le 17 juin pour refus de signalétique (em preintes et photos). Le 6 mai, plus d'une centaine de personnes se rassemble au métro Couronnes aux cris de « Liberté ! Papiers ! ».

Communiqué du Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris et des occupants du 51 avenue Simon Bolivar *Lundi 2 mai*

Le Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris occupe depuis ce 1er mai à minuit l'immeuble appartenant à la mairie de Paris se situant au 51 avenue Simon Bolivar à Paris 19^eme. La mairie de Paris a plusieurs fois exprimé son soutien aux tunisiens récemment arrivés à paris. Nous vivons dehors, passons de 24 à 36 heures sans fermer l'œil, nous avons peur, nous avons froid, nous avons faim et manquons de tout les besoins fondamentaux de la vie quotidienne. **Malgré ces conditions difficiles nous restons dignes.** Le Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris demande pour nous tous au maire de Paris **un lieu pour vivre ensemble et nous organiser.** Nous resterons ici même tant qu'une solution satisfaisante ne nous sera pas proposée. **Des papiers pour circuler et vivre librement !**

Nous appelons tous ceux qui veulent nous soutenir à se rassembler devant le 51 avenue Simon Bolivar toute la journée et appelons à un rassemblement à 18h. (Métro : Belleville ou Buttes Chaumont)

Nos revendications :

Que chacun puisse entrer et sortir librement de l'immeuble et laisser rentrer le ravitaillement.

Que la police ne procède à aucune arrestation ni ici, ni sur Paris.

Un engagement de la Mairie à faire pression auprès de la Prefecture et du Gouvernement pour les papiers et contre les arrestations.

Le Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris et des occupants du 51 avenue Simon Bolivar



\$\$\$
DICTATURE OU DÉMOCRATIE,
C'EST LE CAPITALISME QUI S'ENGRAISSE!
\$\$\$

Droit de réponse des tunisiens expulsés du 51 avenue Bolivar au maire de Paris *Vendredi 6 Mai*

Après notre surprise devant la décision inhumaine prise par le maire de Paris de nous expulser avec une grande violence par la police, la situation s'est aggravée et nous avons ressenti du mépris et de l'humiliation après sa déclaration selon laquelle nous sommes des enfants sans conscience qu'il serait facile de manipuler ou d'assujettir à la domination ou la charité, à l'expulsion et la répression, le maire de la ville y rajoute insulte et humiliation.

Et pour que les choses soient claires, il est important pour nous de rappeler que :

1/ **Nous sommes les fils de la révolution** du 14 janvier de Tunisie dont vous avez chanté les louanges de liberté et de démocratie ; la répression qui persiste dans notre pays nous a fait arriver en France (patrie des droits de l'homme) et vous êtes un des premiers à nous réprimer !!!

2/ Dans votre déclaration, vous dites que le bâtiment dont vous nous avez expulsé n'était pas salubre à l'habitation, bien sûr que nous sommes dans l'attente de lieux pour s'organiser en liberté – (et Paris ne manque pas de lieux appartenant à l'ancien régime payé avec l'argent du peuple tunisien) ; mais au vu des circonstances actuelles, ce bâtiment était bien mieux qu'être à la rue sous la menace permanente de la police, du froid et de la faim, et malgré tout cela, pour une fois **nous nous sommes sentis libres dans cet immeuble du 51 avenue Bolivar.**

3/ Que nous avons été en permanence au courant des propositions que vous avez dirigé vers nous :

Au début, on nous a proposé 150 places (100 dans un immeuble et 50 dans des chambres d'hôtels pour un seul mois, éventuellement renouvelable), il nous a même été dit que nous serions libres de nous réunir et de nous consulter dans cet immeuble, et bien que cette proposition allait nous diviser et nous désolidariser, des centaines de nos camarades tunisiens étant à ce jour à la rue, dans un esprit d'ouverture et afin de montrer notre bonne volonté aux autorités, nous avons accepté la proposition. Mais quelle a été notre surprise quand quelque temps avant de se diriger vers l'hébergement que vous nous aviez proposé, une délégation que nous avons envoyé afin de vérifier le lieu ; cette délégation nous a informé après avoir discuté avec des membres de l'association Aurore qui gère l'édifice, nous avons été surpris d'apprendre que l'on pouvait rester dans l'immeuble de 18H00 à 9H00 du matin, avec un couvre-feu à 23H00, **qu'il était impossible de recevoir familles ou amis et qu'il serait impossible de se réunir pour discuter et de pratiquer notre liberté.** Cette proposition revenait à vous commercer notre liberté, notre solidarité et notre dignité en échange d'un peu de confort très relatif pour un petit groupe favorisé d'entre nous. **Cela nous a renvoyé aux pires heures du benalisme** où l'on tentait d'acheter notre dignité et notre liberté contre un peu de confort et en corrompant une minorité d'entre nous, ce régime qui nous a tellement opprimé et dont certains ont vanté les mérites ici.

4/ Enfin, 2 jours avant, des tunisiens qui avaient accepté le même type de proposition à Nice sont tombés dans un véritable piège où **la police les a raflés en bas de l'immeuble.**

Voilà, Monsieur le Maire, pourquoi comme des adultes matures et conscients, après discussion et analyse entre nous, nous avons refusé cette proposition humiliante. A l'heure où la répression continue en Tunisie, à l'heure où la Tunisie accueille 40 000 réfugiés lybiens, à l'heure où tout le monde chante les mérites des révolutions arabes dans les divans, vous, qui vous vous êtes toujours présenté comme un ami du peuple tunisien, vous qui êtes reçu depuis des décennies dans un esprit de fraternité, sans même avoir à présenter un visa, vous avez choisi d'exercer votre droit souverain de nous expluser, nous réprimer, nous livrer à l'arbitraire et à l'humiliation, c'est une chose. Mais en plus, vous nous avez humilié, calomnié en nous traitant comme des enfants immatures par voie de presse !!!

Ce temps est révolu, vive la liberté dans la dignité !

Merci Monsieur le Maire pour cette opération de répression, d'humiliation et d'insulte.

Le 7 mai, des Harragas et soutiens décident d'occuper un gymnase de la Mairie de Paris, rue de la fontaine au roi (11^e). Les jours suivants, plusieurs manifestations et rassemblements y ont eu lieu dont une qui sera marquée par une brève émeute contre la police suite à une arrestation dans le quartier.

Le 11 mai, le squat de la rue Bourdon, où dormaient plusieurs Harragas depuis l'expulsion de Bolivar, est expulsé.

Le 13 mai, une manifestation partant du gymnase occupé, parcourt le quartier de Belleville avant de se rendre sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Alors que le rassemblement est encerclé par la police, une délégation part négocier avec la Mairie de Paris, aucune proposition concrète n'en sortira et le rassemblement repartira en cortège vers le gymnase.

Le 16 mai, en parallèle à l'occupation du gymnase, plusieurs dizaines de Harragas décident avec des personnes solidaires d'occuper un foyer appartenant à l'AFTAM, un gestionnaire de foyers pour immigrés et personnes en difficulté.

**SOLIDARITÉ AVEC LA
RÉVOLTE DES MIGRANTS
CONTRE LES FRONTIÈRES !**



